



SNJ-AFP, le 26 février 2010

Le PDG part, les problèmes restent

Pierre Louette part. Il laisse derrière lui les incertitudes auxquelles est confrontée l'Agence France-Presse, à savoir la pérennité de son financement, son adaptation au multimédia, la précarisation grandissante de son personnel et le maintien de son rayonnement mondial et de sa mission d'information.

D'aucuns semblent accueillir son départ comme une capitulation devant le combat mené par le personnel et les organisations syndicales face à son projet en deux temps de "nationalisation" puis de privatisation de l'AFP. Certes la mobilisation a porté ses fruits, le "projet Louette" n'est pas passé comme une lettre à la poste et il est aujourd'hui pour le moins discuté. Mais quid de la suite ?

Le SNJ n'a pas la prétention de croire, comme d'autres semblent le faire, que le prochain PDG viendra chercher la bénédiction des organisations syndicales avant de commencer son mandat. Bien au contraire, l'attitude des pouvoirs politiques en place nous pousse plutôt à croire qu'il risque d'être un "PDG de guerre" chargé d'appliquer ce qu'ils auront estimé être la meilleure solution pour l'idée qu'ils se font de l'utilité de l'Agence. Cela passera-t-il par la privatisation, le démantèlement, l'adossement à d'autres sociétés de l'audiovisuel public ? Toutes les options sont sur la table, qu'elle soit celle de la Commission Pigeat ou de l'Elysée.

Il n'y a pas de raisons de se réjouir

Le SNJ l'a toujours dit, même si cela n'a pas plu. Les modes de financement de l'Agence sont insuffisants, dépassés même par l'évolution de la presse française, mondiale, par le changement d'attitude de la puissance publique à l'égard de l'information. Il faut en trouver d'autres, dans le respect de l'Article 2 du Statut de 1957. Mais nous ne voulons pas non plus être des ayatollahs de ce statut auquel il ne faudrait toucher sous aucun prétexte. Il peut évoluer, non pas pour faire passer l'AFP sous la coupe d'intérêts politiques ou privés mais au contraire pour assurer son développement, sa modernisation. C'est du côté de la gestion et de la gouvernance qu'on peut chercher les évolutions, pas dans le statut de propriété sui generis qui aujourd'hui encore est une garantie supplémentaire, comme M. Louette le reconnaissait lui-même ... avant.

Le SNJ n'a pas de solution miracle. Louette avait évoqué l'idée d'une Fondation chargée de recueillir des financements extérieurs avant de l'abandonner, peut-être justement car elle offrait trop d'indépendance financière à l'Agence. Le SNJ n'est pas hostile à l'idée d'une Fondation véritablement indépendante chargée de recueillir des moyens pour financer les investissements, compte tenu des missions d'intérêts général assurées par l'AFP. D'autres

pistes ont peut-être été aussi insuffisamment explorées comme celle d'obligations à long terme garanties par l'Etat pour financer nos projets de développement et bien sûr les modalités de financement pour maintenir le réseau assurant la diversité de couverture des événements de toute nature et partout.

L'Etat ne veut plus nous financer sur les bases qui sont celles qui existent depuis 1957. Le prochain PDG —la prochaine pédégère ?— ne sera pas convié(e) à Bercy pour y négocier un nouveau contrat d'objectifs et de moyens. Penser que tout va redevenir "comme avant" du simple fait du départ de Pierre Louette est une illusion dangereuse à laquelle le SNJ ne succombera pas.

Le SNJ ne laissera pas non instrumentaliser à des fins politiques le débat autour du financement et de l'avenir de l'Agence France-Presse. L'expérience nous a appris qu'il n'y a pas de gouvernement, de parti politique plus "propre" qu'un autre en matière de garantie de l'indépendance de l'Agence. La cause de son indépendance et de son rayonnement mondial trouve ses défenseurs sur tous les bancs politiques et s'y trouvent aussi ses adversaires. Nous ne jugerons pas le successeur de Pierre Louette à l'aune de son étiquette politique, réelle ou supposée, mais à celle de son engagement en faveur de la défense de l'article 2 du statut qui doit rester la pierre angulaire de tout nouveau cadre de développement.

Le SNJ ne veut pas non plus succomber à la démagogie facile qui autorise à tout promettre à des salariés aujourd'hui précarisés et désorientés. CDD par dizaines à la merci de contrats de quelques mois, suivis de carences angoissantes, seniors laissés sur la touche, services négligés, bureaux travaillant à flux tendus, statuts locaux et pigistes trop souvent considérés comme des journalistes de seconde classe. Le nouveau PDG ne pourra faire semblant de l'ignorer même si la Direction des Ressources Humaines nommée par son prédécesseur fera tout pour le dissimuler. Elle est à l'origine de la dégradation spectaculaire des relations sociales ces derniers mois et le dialogue s'annonce difficile sinon impossible tant qu'elle n'évoluera pas.

Pour titulariser les CDD, garder les seniors ou les laisser partir dignement, développer les nouveaux produits et les nouvelles technologies, il faut des moyens, donc de nouvelles ressources financières. Prétendre que tout est possible sans rien changer est une hypocrisie devant laquelle certains ne reculent pas. Le SNJ n'y succombera pas.

Mais le dialogue avec les organisations syndicales, encore plus indispensable aujourd'hui, sera d'autant plus fructueux avec la prochaine direction qu'elle saura donner des indications claires et crédibles sur la voie qu'elle entend suivre pour assurer l'avenir de l'Agence France-Presse. Le SNJ espère que l'époque des projets bâclés et incohérents, de la stratégie du brouillard dissimulateur et du mépris du personnel et de la rédaction est aujourd'hui terminée.

Pour nous contacter : contact@snj-afp.org

Visitez notre site : www.snj-afp.org